

Service Vétérinaire-Environnement et Cadre de Vie
Place de l'Ancien-Foirail
Cité administrative
Cedex 9
32020 Auch

Auch, le 20/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



EARL DU PELOU - MARQUISSEAU Murielle

À FITTÈRE

32300 SAINT-ÉLIX-THEUX

Références : SVECV-2022D7548

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement EARL DU PELOU - MARQUISSEAU Murielle implanté À FITTÈRE 32300 SAINT-ÉLIX-THEUX. L'inspection a été annoncée le 07/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DU PELOU - MARQUISSEAU Murielle
- A FITTÈRE 32300 SAINT-ÉLIX-THEUX
- Code AIOT dans GUN : 0053201394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Cet élevage de poulets standards (35 jours) est soumis à autorisation IED ; il est composé de 4 bâtiments accolés 2 par 2 pour un effectif maximal total de 111700 animaux-équivalents.

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 21/04/2022 de l'établissement EARL DU PELOU - MARQUISSEAU Murielle implanté À FITTÈRE 32300 SAINT-ÉLIX-THEUX, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais impartis pour présenter ses observations**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé des suites administratives enjoignant l'exploitant de mettre en place des mesures correctives face aux constats réalisés dans les délais impartis et rappelés ci-après :**

1. Absence de justificatifs d'élimination des contenants de nettoyage/désinfection et produits vétérinaires ;
2. Protections et accès non conformes des extincteurs situés en zone des cuves à gaz ;
3. Panneau affichage "ne pas se servir sur flamme gaz" illisible.

Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :

Action corrective exigée sous 15 jours : engagement écrit de l'exploitante de remédier aux non-conformités constatées avec échéancier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11, 12, 13	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33, 34, 35	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3, 4, 5, 6, 7	/	Sans objet
Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet
Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Sans objet
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet
Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23,24	/	Sans objet
Epandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26, 27	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non conformités mineures constatées :

1. Absence de justificatifs d'élimination des contenants de nettoyage/désinfection et produits vétérinaires ;
2. Protections et accès non conformes des extincteurs situés en zone des cuves à gaz ;
3. Panneau affichage "ne pas se servir sur flamme gaz" illisible.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3, 4, 5, 6, 7
Thème(s) : Élevage, Implantation
Prescription contrôlée : Implantation, registre, distance aux tiers, intégration paysagère, préservation biodiversité.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.- Consultation des fiches d'élevage afin de constater le respect des effectifs maximum autorisés ; 110000 poulets standards élevés pour une autorisation de 111700 animaux-équivalents donc seuil respecté.- Distances aux tiers respectées.- Site en bon état et propre.- Site doté de haies, talus enherbés et points d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté, prévention nuisibles
Prescription contrôlée : Propreté des locaux ; Prévention des nuisibles.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Bâtiments propres.- M. SALLES Joël à Estipouy : prestataire de service contracté avec fréquence de passage trimestriel pour la lutte contre les nuisibles ; contrat et dernier rapport d'intervention présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11, 12, 13
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs stockage effluents, accès pompiers, appareils incendie
Prescription contrôlée : Étanchéité des sols ; Équipements de stockage des effluents ; Accès pompiers ; Dispositifs de lutte contre l'incendie.
Constats : - Absence de stockage d'effluents sur site. - Accès pompiers adapté. - Moyens de lutte contre l'incendie : . retenue d'eau et bassin de rétention des eaux pluviales. . extincteurs : 28 à eau, 2 à poudre et 2 à CO2 ; vérification annuelle par le prestataire de service SECURIS (facture et rapport datés du 22/02/2022 présentés). . consignes et n° téléphones secours affichés dans les sas des bâtiments. . enclos extérieur à l'entrée du site avec 2 cuve de gaz : l'affichage sur le portillon mentionnant "ne pas se servir sur flamme gaz" n'est plus lisible et concernant les 2 extincteurs accrochés à la clôture, les housses de protection sont détériorées (déchirées et trouées) et très sales et leur accès limité par la végétation abondante environnante.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre administrative enjoignant le respect des prescriptions.

Nom du point de contrôle : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif prévention accidents : vérification électrique et technique
Prescription contrôlée : Justificatifs de l'entretien des installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul).
Constats : - Vérification annuelle des installations électriques effectuée par l'APAVE avec rapport et facture à l'appui (dernier passage le 17/12/2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif prévention accidents : rétention
Prescription contrôlée : Capacité de rétention liquides inflammables et/ou toxiques ; Aires de stockage(et/ou de manipulation) étanches et équipés de systèmes de récupération des eaux de lavage et matières répandus accidentellement.
Constats : - Absence de stockage de produits inflammables ou toxiques/dangereux pour l'environnement. Les produits de nettoyage/désinfection sont acheminés (de la coopérative VIVADOIR à Mirande) vers le site le jour de la prestation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Prélèvements, consommation d'eau
Prescription contrôlée : Relevés consommation d'eau
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Relevé journalier de la consommation d'eau.- Dispositifs de disconnexion pour les 4 bâtiments alimentés en eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23,24
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte, stockage effluents : réseau effluents et pluvial
Prescription contrôlée : Collecte des effluents et eaux pluviales par des réseaux étanches distincts.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Les effluents d'élevage (fumier) sont curés et retirés directement des bâtiments vers les champs à épandre. Seules les eaux vannes sont stockées dans une fosse.- Les eaux pluviales sont canalisées vers le bassin de rétention prévu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26, 27
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage et traitement effluents
Prescription contrôlée : Plan d'épandage.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Plan d'épandage établis par les 2 exploitants extérieurs conventionnés pour la prise en charge des effluents d'élevage en vue de leur épandage (GAEC DU MOULIN DE LA PALU et EARL VERDIER à MONCASSIN).- Émission de bordereaux d'enlèvement des effluents par l'EARL VERDIER et le GAEC du MOULIN, les derniers bordereaux sont datés respectivement du 16-17/02/2022 et du 16/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33, 34, 35
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets et sous-produits : tri déchets, stockage et évacuation
Prescription contrôlée : tri, recyclage, valorisation des déchets ; Stockage emballages et déchets de soins vétérinaires ; Stockage des animaux morts.
Constats : - Bidons placés dans un cabanon dans la cour du site et cadavres d'animaux stockés en congélateurs situés dans les sas des bâtiments d'élevage ; passage d'ATEMAX à la demande et à cette occasion, cadavres retirés des congélateurs pour être placés dans le bac équarrissage blanc avec couvercle situé à l'entrée du site (biosécurité du site) ; des bordereaux d'enlèvement sont émis. - Présence de bordereaux d'enlèvement par ATEMAX pour la filière sous-produits animaux ; par contre absence de bordereaux émis par VIVADOIR et SOCSA Mirande.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre administrative enjoignant le respect des prescriptions.

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance : épandage
Prescription contrôlée : Cahiers d'épandage.
Constats : - Les cahiers d'épandage des exploitants extérieurs conventionnés ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet